**Alain
Bauer**

Liberté et sécurité

La citation de Benjamin Franklin résume tout dans ses deux versions, en général mal reportées : « They who can give up essential liberty to obtain a little temporary safety, deserve neither liberty nor safety »¹. February 17, 1775 *Memoirs of the life and writings of Benjamin Franklin* [1818].

Ou

« Those who would give up Essential Liberty to purchase a little Temporary Safety, deserve

neither Liberty nor Safety »². *An Historical Review of the Constitution and Government of Pennsylvania*. (1759);

La question est donc qu'est ce qu'une liberté essentielle ? Qu'est ce qu'une petite sécurité provisoire ?

Certains constructivistes pensent, pas toujours à tort, que dans un univers de manipulations, la question criminelle ou terroriste n'est qu'une invention pour contrôler les populations dangereuses.

L'histoire a prouvé que cette dimension ne pouvait être ignorée. Mais elle ne peut se substituer au réel du mode opératoire criminel. Entre le besoin, l'envie et le plaisir, les motifs du passage à l'acte doivent être considérés dans leur spécificité et la réponse publique ou sociétale adaptée à ce qui se passe.

Ceci nécessite donc en général un compromis, un équilibre entre atteintes à la liberté individuelle (qui a toujours été restreinte par les tabous, les pêchés ou la loi) et les enjeux de la sécurité commune dans un espace où on a remplacé la vengeance individuelle par un système de sanctions collectives. Encore faut-il entre Rien et Trop, trouver la réponse appropriée ce qui impose de sortir des théologies officielles.

On pourrait donc imaginer une petite liberté provisoire face à une sécurité essentielle pour contrarier Benjamin Franklin. Ce ne serait sans doute ni juste, ni souhaitable, mais tous les mots ont leur sens.

La recherche d'une sécurité absolue, après des tragédies insupportables, semble pour certains, notamment anglo saxons, le nouveau graal. Pour les criminologues, dont la mission n'est ni d'arrêter les criminels, ni de les juger, mais de les comprendre, la problématique est surtout concentrée sur la capacité à prévenir, dissuader ou sanctionner de manière proportionnée, sans préjugés, mais en sortant des deux théologies qui encombrant la pensée en France : Excuse absolutoire (il n'y a pas d'auteur, seulement des victimes) et répression aveugle (inutile de chercher à comprendre les motivations de l'acte, qui vole un œuf vole un bœuf...).

Comme toujours, une fois payé le prix des excès des deux intégrismes évoqués ci-dessus, on se doit de revenir à l'équilibre en alliant prévention, dissuasion et sanction proportionnée, la prison faisant partie des options possibles, dès lors qu'on se rappelle qu'elle est aussi le signal de l'échec des deux phases précédentes. Mais qu'elle remplace avantageusement la peine de mort et les travaux forcés, justement abolis de notre arsenal judiciaire.

¹ Ceux qui peuvent renoncer à la liberté essentielle pour obtenir un peu de sûreté provisoire ne méritent ni la liberté, ni la sûreté.

² Ceux qui voudraient renoncer à la liberté essentielle, pour acheter un peu de sécurité temporaire, ne méritent ni la liberté, ni la sécurité

On peut philosopher à l'infini sur cette question. Mais on ne peut décider seul que la souffrance des victimes n'existerait pas et qu'il faut, au nom d'une morale proclamée comme supérieure, faire l'économie de la sanction.

Voilà pourquoi il faut préserver les libertés essentielles en s'accordant une sécurité durable, ce qui nécessite, comme en 1789, de longues palabres mais aussi une affirmation, celle de la Déclaration des Droits :

Article II

Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article IV

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui : ainsi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres Membres de la Société, la jouissance de ces mêmes droits. Ces bornes ne peuvent être déterminées que par la Loi.

Article V

La Loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la Société. Tout ce qui n'est pas défendu par la Loi ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elle n'ordonne pas.

Article VII

Nul homme ne peut être accusé, arrêté, ni détenu que dans les cas déterminés par la Loi, et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, expédient, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires, doivent être punis ; mais tout Citoyen appelé ou saisi en vertu de la Loi doit obéir à l'instant : il se rend coupable par la résistance.